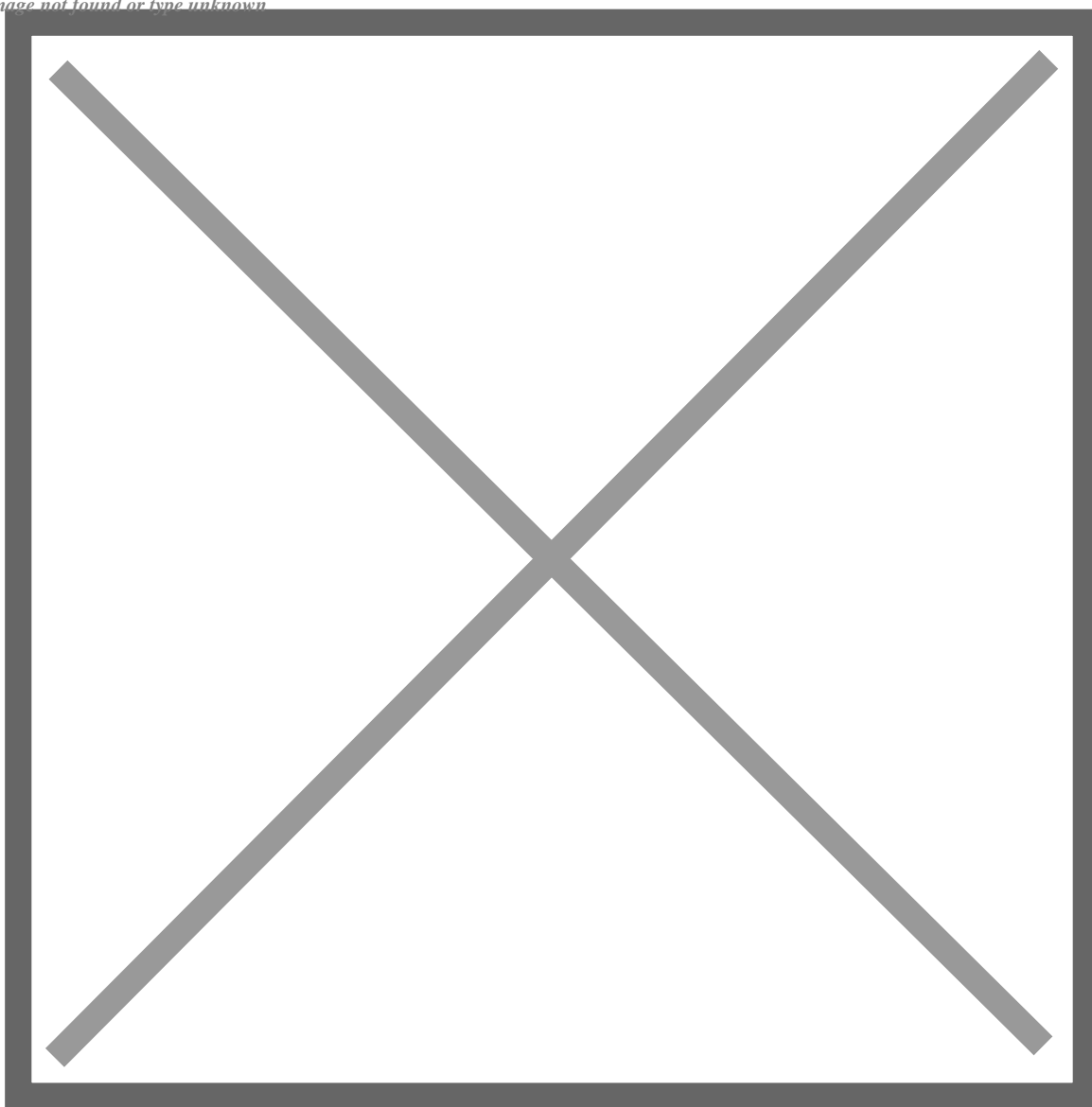


Le G-77 plus la Chine défendent le droit au développement pour le Sommet de l'avenir

Image not found or type unknown



Le G-77 plus la Chine défendent le droit au développement pour le Sommet de l'avenir

La Havane, Sep 1 (RHC) Le G-77 plus la Chine, présidé par Cuba, a considéré ce vendredi le droit au développement et la levée des mesures coercitives unilatérales comme des points fondamentaux à discuter lors du Sommet de l'Avenir, prévu en 2024.

L'ambassadeur cubain Pedro Luis Pedroso a reconnu l'importance pour le bloc de "combler l'énorme fossé entre les pays développés et les pays en développement, ce qui nous permettra d'avancer vers un avenir commun de développement durable, de paix et de respect de tous les droits de l'homme pour tous".

En publiant la déclaration du groupe, Pedro Luis Pedroso a insisté sur le fait que cela inclut l'accès au développement, dans un contexte de droits de l'homme et de dignité pour chaque pays et chaque peuple.

"La réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles seront également cruciales pour l'avenir que nous voulons", a-t-il ajouté lors de la session tenue par l'Assemblée générale des Nations unies pour l'adoption du projet de conclusions du sommet sur l'avenir.

Le représentant cubain a réitéré l'importance pour le G-77 et la Chine de maintenir l'Agenda 2030 pour le développement durable comme une priorité au centre des préparatifs de tout résultat de la réunion.

Le Sommet du futur, a-t-il dit, doit renforcer le multilatéralisme pour avancer vers un monde plus juste, équitable, non discriminatoire et durable qui progresse vers la prospérité pour tous les pays, conformément à la Charte des Nations unies.

"Pour atteindre ce noble objectif, il est indéniable qu'il faut changer l'ordre international actuel, injuste et excluant", a-t-il ajouté.

En ce sens, Pedro Luis Pedroso a assuré qu'un monde futur ne peut être conçu sans lever et s'abstenir de promulguer et d'appliquer des mesures économiques, financières ou commerciales coercitives unilatérales qui ne sont pas conformes au droit international et à la Charte des Nations unies.

Ces mesures, a-t-il averti, affectent de manière dramatique les droits et la dignité des personnes qui vivent sous le coup de ces mesures illégales et entravent les efforts des nations touchées. Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/332957-le-g-77-plus-la-chine-defendent-le-droit-au-developpement-pour-le-sommet-de-lavenir>



Radio Habana Cuba